

LES ETATS-GENERAUX DE L'INDUSTRIE

Quelques indicateurs comparatifs pour situer l'industrie française par rapport aux autres industries européennes

* Le présent dossier propose des éléments chiffrés de diagnostic sur la situation de l'industrie française comparée aux industries européennes. Il s'agira, sauf mention contraire, de l'*industrie manufacturière*, – biens de consommation, biens intermédiaires (hors énergie), biens d'équipement, matériels de transport, industrie agroalimentaire. C'est la définition retenue par les organismes internationaux produisant les statistiques comparatives utilisées dans ce dossier (OCDE, Eurostat essentiellement).

* Le choix de chacune des rubriques répond à deux impératifs :

.éclairer un *aspect structurel* de la situation de l'industrie française

.pouvoir l'illustrer à partir de *données homogènes* qui soient disponibles pour les principales économies européennes

Chacun des graphiques présentés sera accompagné d'un bref commentaire sur la définition de l'indicateur et l'interprétation que l'on peut en faire.

* Quel diagnostic poser à partir de ces données? L'évolution de l'industrie française par rapport à ses concurrentes européennes met en évidence *trois points faibles structurels*

.des *capacités financières contraintes* qui pèsent sur les budgets d'investissement matériels et immatériels, à un moment où la R&D, l'innovation et des capacités de production performantes sont décisives dans une compétition qui se joue de plus en plus sur des produits à forte valeur ajoutée ;

. un *coût du travail et des prélèvements obligatoires plus élevés* que dans la plupart des autres pays européens, et d'autant plus préjudiciables que les entreprises françaises sont plus sensibles que d'autres à la compétitivité prix ;

.une insuffisance de potentiel de R&D et d'innovation, qui tient moins à des contreperformances des entreprises engagées dans le processus de recherche ou d'innovation qu'à l'insuffisance de leur nombre, quelle que soit leur taille.

Les **conséquences** de ces insuffisances sont de deux ordres :

. dégradation continue depuis 2000 des échanges extérieurs, et des pertes de parts de marché non seulement au niveau mondial – ce qui est normal, compte tenu de la montée en puissance d'acteurs nouveaux et de poids dans le commerce international -, mais aussi par rapport à nos concurrents de la zone euro, ce qui n'est pas normal. Ces pertes de parts de marché depuis 2000 relativement aux autres industries de la zone euro représentent en cumulé l'équivalent de presque 1 point de croissance par an...

. la difficulté à renforcer et élargir notre tissu industriel en termes d'investissement, mais aussi en termes de démographie d'entreprise : plus de recherche, plus d'exportation, plus d'emploi, suppose des entreprises plus importantes en nombre et en taille.

.

SOMMAIRE

Un instantané sur la place de l'industrie française dans l'industrie européenne

*

1- poids comparé de l'industrie dans l'économie

- 1-1. valeur ajoutée de l'industrie manufacturière/valeur ajoutée totale
- 1-2. croissance en volume de l'industrie et de l'économie

2- Situation comparée des entreprises industrielles

- 2-1. taux de marge
- 2-2. productivité du travail
- 2-3. coût horaire du travail
- 2-4. coût unitaire du travail
- 2-5. prélèvements obligatoires sur les entreprises

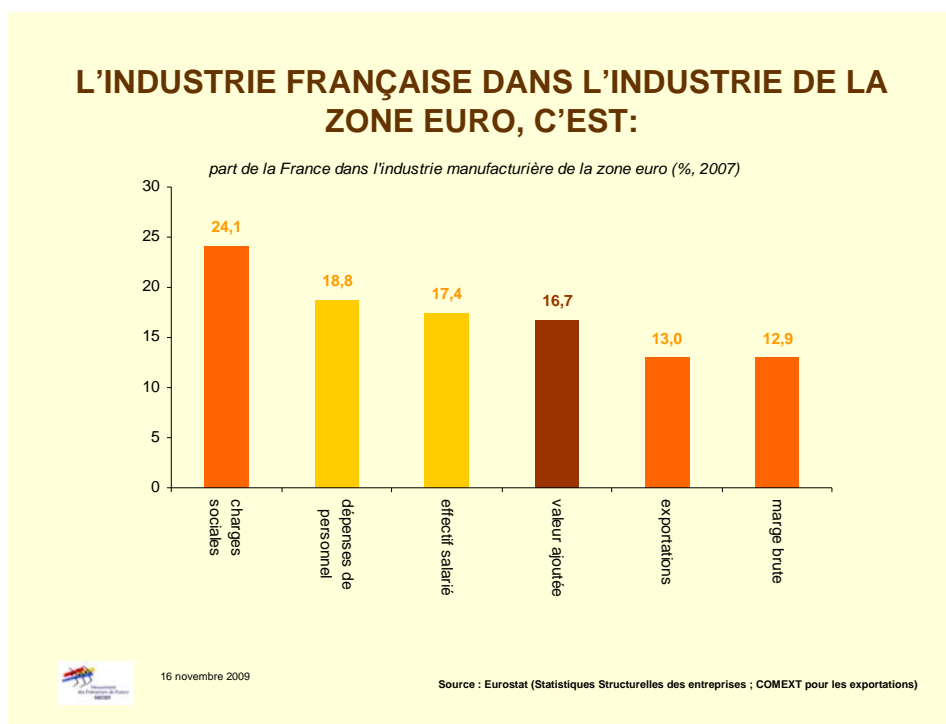
3- Effort comparé de R&D dans l'industrie manufacturière

- 3-1. ratio dépenses / VA du secteur manufacturier
- 3-2. personnel consacré à la recherche / effectif occupé

4- Compétitivité comparée de l'industrie à l'exportation

- 4-1. parts de marché à l'exportation :
 - export France / export Allemagne et zone euro ;
 - évolution comparée du ratio export France / export de chaque pays
- 4-2. balance des échanges de produits manufacturés :
 - solde des échanges (% PIB) ;
 - taux de couverture (export/import)

Un instantané sur la place de l'industrie française dans l'industrie européenne

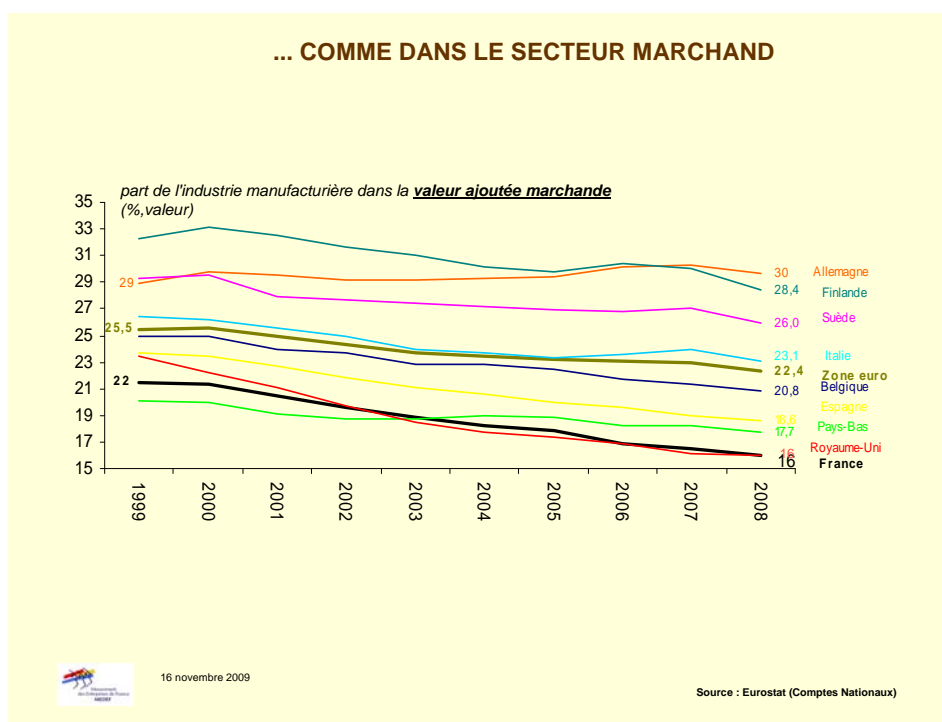
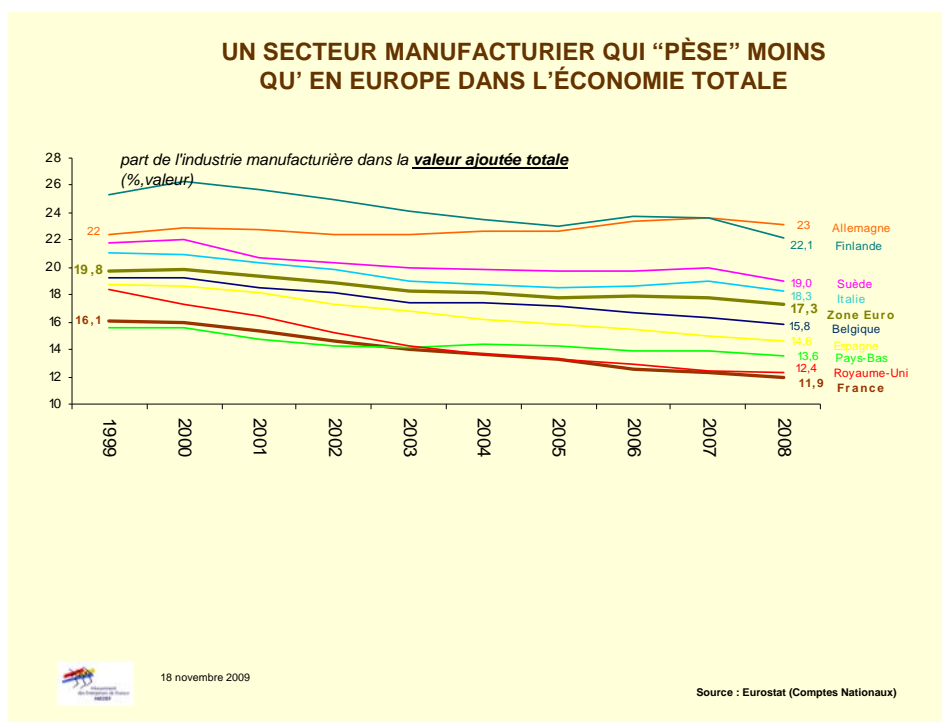


L'industrie manufacturière représente :

- . 17% de la valeur ajoutée de l'industrie de la zone euro
- . 24% des cotisations sociales employeurs
- . 19% des dépenses de personnel
- . 13% des exportations
- . 13 % des marges

1- Poids comparé de l'industrie dans l'économie

1-1 Un secteur manufacturier qui "pèse" moins en valeur que celui des économies voisines



* le « cœur » manufacturier de notre économie, qui représente 12% du PIB (16% du secteur marchand), du même ordre que celui du Royaume-Uni, est inférieur de moitié à celui de l'Allemagne. Son poids a baissé de 25% depuis 1999.

* Le poids de l'industrie *stricto sensu* dans l'économie tend donc à se réduire, en France comme dans les autres pays, à l'exception notable de l'Allemagne. Ceci traduit à la fois :

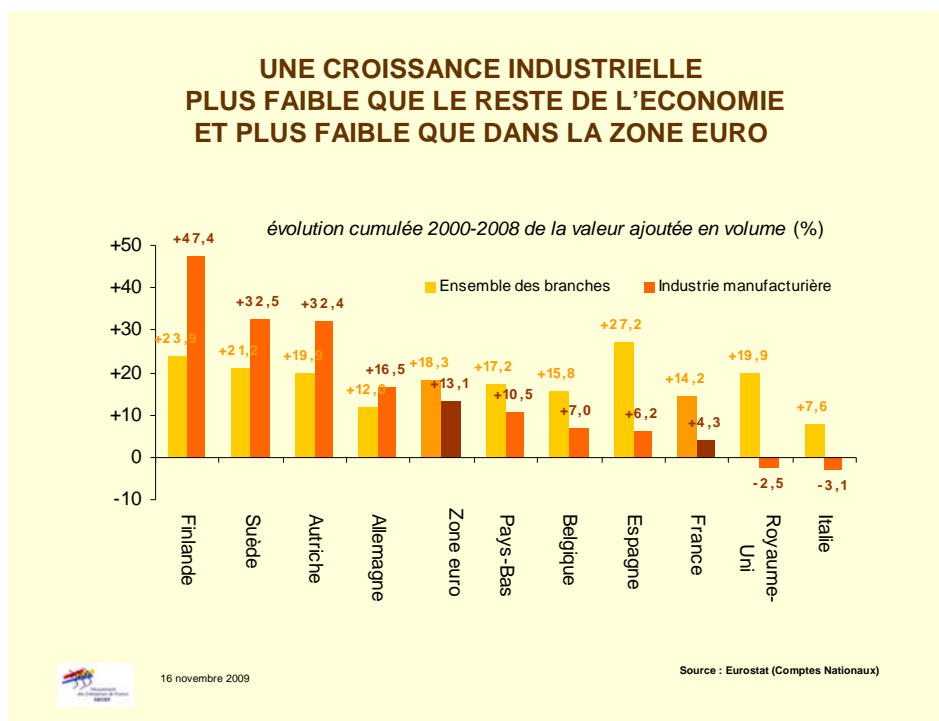
.la *montée des activités de services*, résultant notamment du phénomène d'externalisation, que l'on sait avoir été particulièrement marqué en France ;

.la *baisse des prix relatifs des produits industriels* (progrès technique, concurrence des émergents) ;

.une *stratégie d'internationalisation* des entreprises, qui les conduit à une politique de localisation d'activités nouvelles à l'échelle européenne ou mondiale.

L'industrie au sens large, c'est-à-dire incluant les services connexes aux activités industrielles, représente un gros tiers du PIB.

1-2 Une quasi stagnation en volume de l'activité industrielle depuis 2000



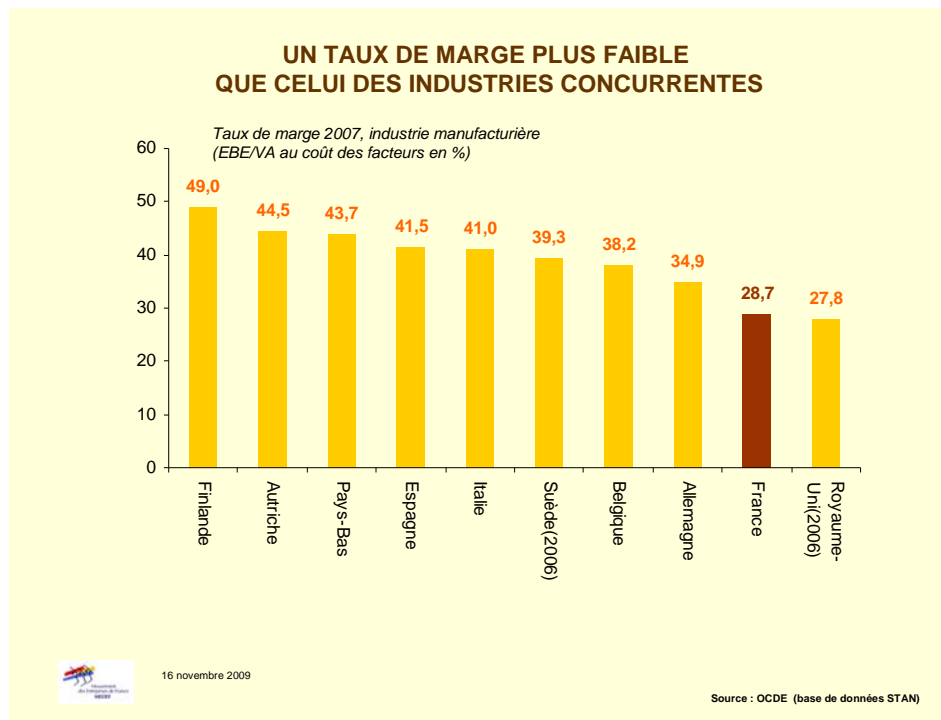
L'évolution de la valeur ajoutée *en volume* permet d'éliminer l'impact de la baisse relative des prix de l'industrie sur l'évolution de sa valeur ajoutée *en euros courants*.

Les données en volume confirment le recul relatif de l'industrie dans l'économie : entre 2000 et 2008, la croissance industrielle dépasse à peine 4% en volume, alors que celle de l'ensemble des branches a été de 14% : la croissance de l'économie a pâti de cette quasi-stagnation industrielle. Hormis l'Espagne et l'Italie, c'est l'écart le plus marqué dans la zone euro entre croissance industrielle et croissance totale. En Allemagne ou dans les pays scandinaves, au contraire, la croissance industrielle a été plus soutenue que celle de l'ensemble de l'économie.

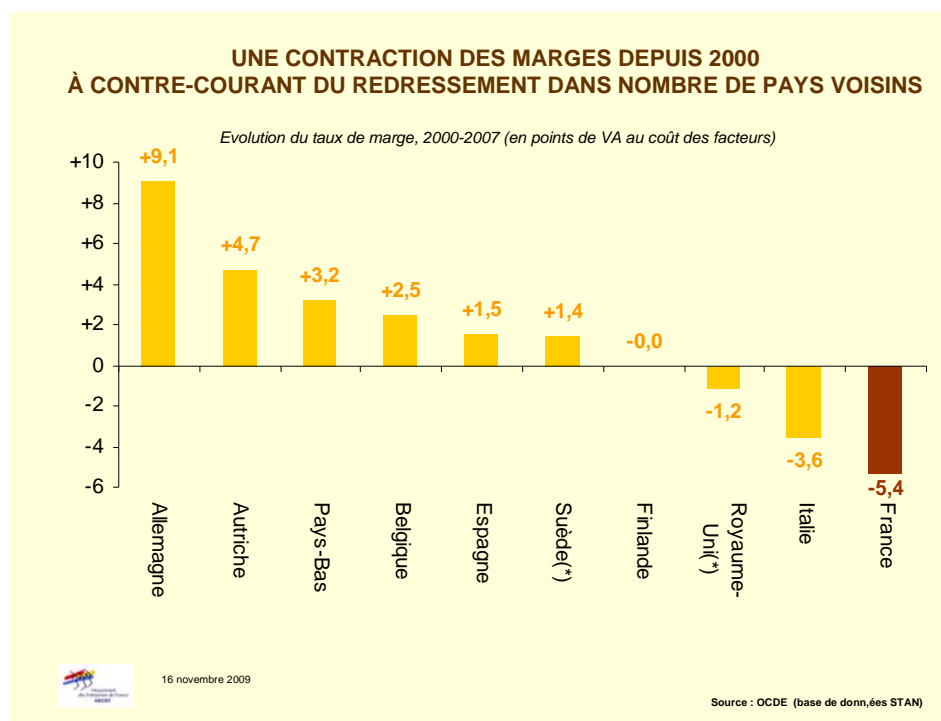
Cette faiblesse de la croissance industrielle en France reflète une incapacité de la production à suivre la demande, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation.

2- Situation comparée des entreprises industrielles

2-1 Des marges plus faibles que celles des autres industries européennes

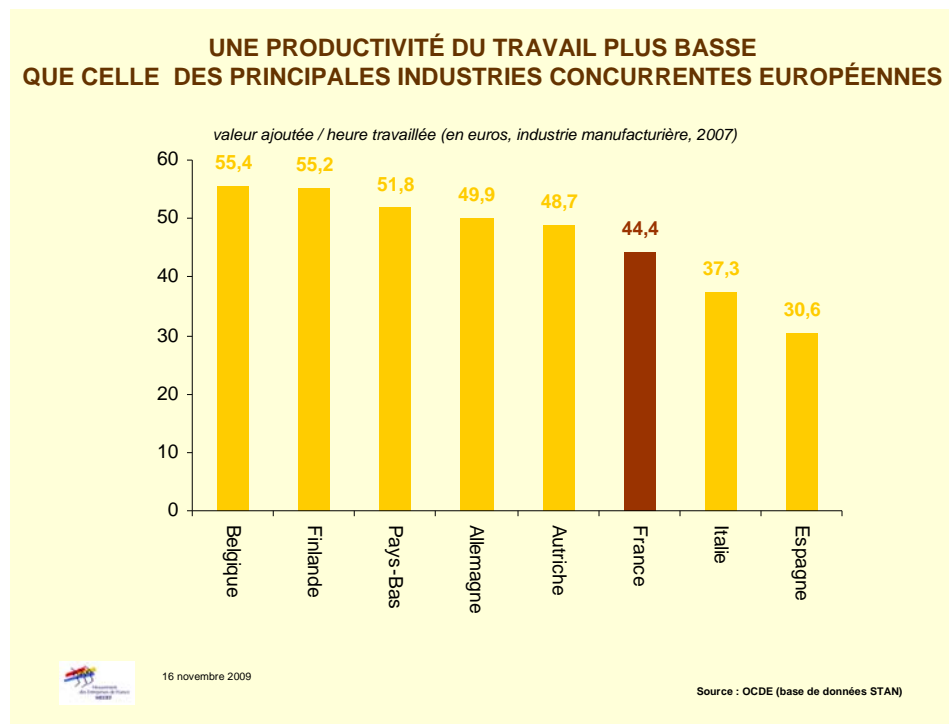


Le taux de marge de l'industrie en France est nettement plus bas que dans les autres pays européens. A contre-courant de ces derniers, les marges se sont contractées depuis 2000.



C'est l'ombre portée notamment du passage aux 35 heures payées 39, alors que dans le même temps d'autres pays (Allemagne en premier lieu) avaient choisi la stratégie d'un partage de la valeur ajoutée plus favorable aux investissements et à la compétitivité (modération salariale, allègement des charges sur les entreprises). En 2008 et 2009, l'EBE s'est effondré dans l'industrie en France (-50%), et le taux de marge au premier semestre 2009 est passé au dessous du « creux historique » de 1982-1983.

2-2 Une productivité du travail plus basse que la moyenne européenne



La productivité du travail (valeur ajoutée par heure travaillée dans l'industrie) plus basse que celle de grandes industries concurrentes (Italie mise à part) tient largement à une moindre valorisation de la production vendue, et ce pour deux raisons :

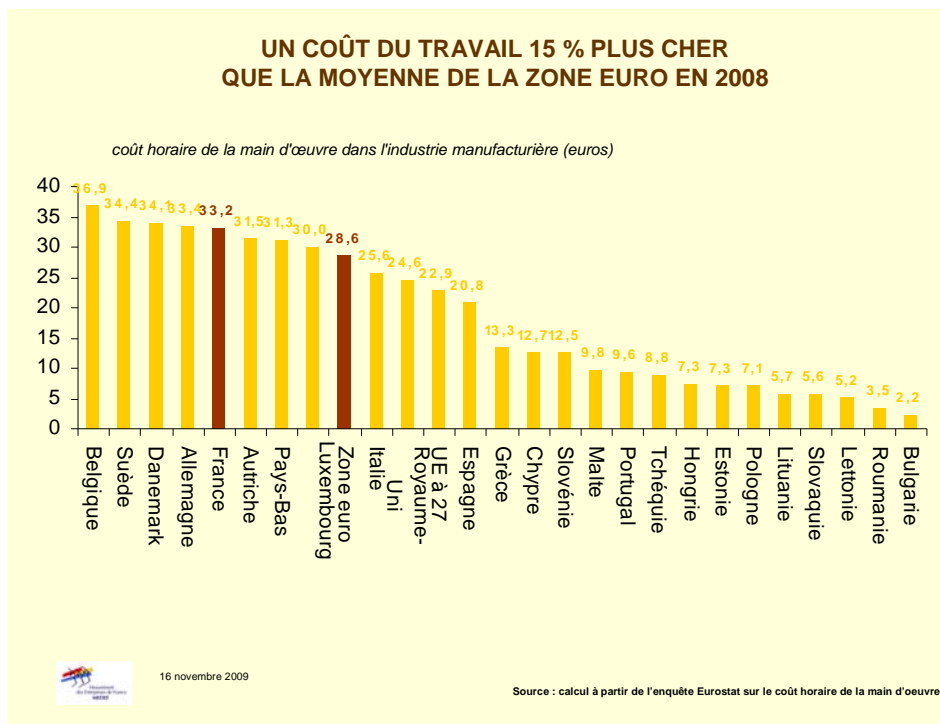
.la pression à la baisse sur les prix de vente tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation pour préserver au mieux la compétitivité des produits français ;

.le positionnement des produits français, globalement plus « moyenne gamme » que les produits d'autres pays (Allemagne notamment) qui sont plus « haute gamme » en termes d'intensité technologique.

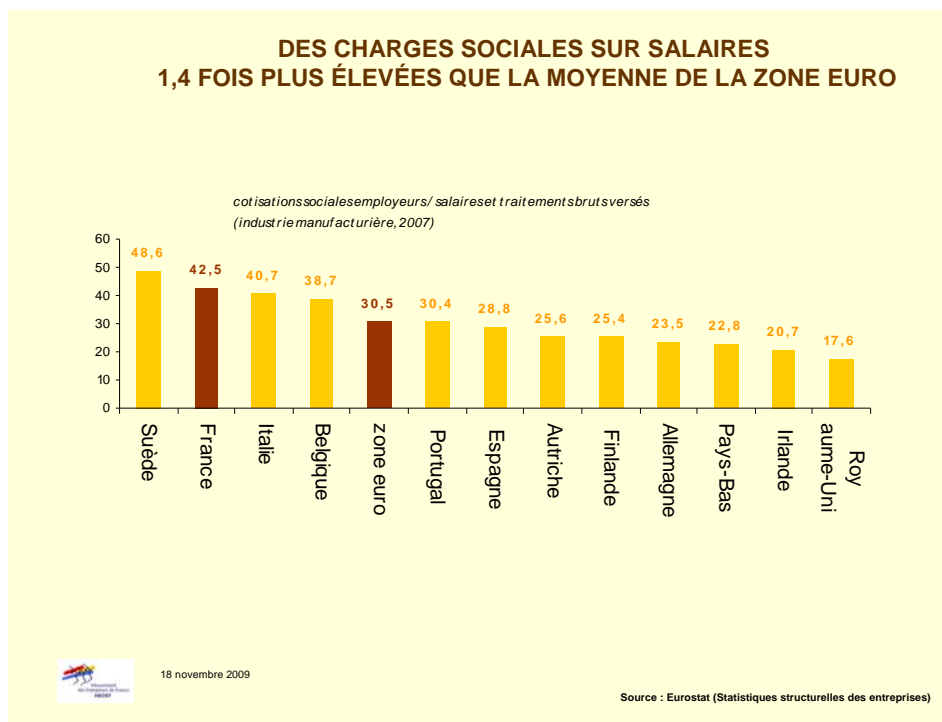
Une productivité du travail plus faible qu'ailleurs représente un double handicap pour les entreprises : moins de compétitivité, moins de profitabilité.

2-3 - un coût horaire du travail plus cher que la moyenne de la zone euro

* Le coût horaire retenu ici est tiré des statistiques d'Eurostat qui procède à des enquêtes régulières auprès des entreprises industrielles des 27 pays membres de l'Union. Il s'agit du coût horaire de la main d'oeuvre (salaires bruts, primes, heures supplémentaires, cotisations sociales employeurs, charges annexes au salaire pour le logement, le versement transport, la formation et l'apprentissage etc...), tous personnels confondus. Le coût horaire ainsi défini dépassait en France 33 euros en 2008, 15% de plus que la moyenne de la zone euro.



* Le poids des charges sociales employeurs y a sa part :

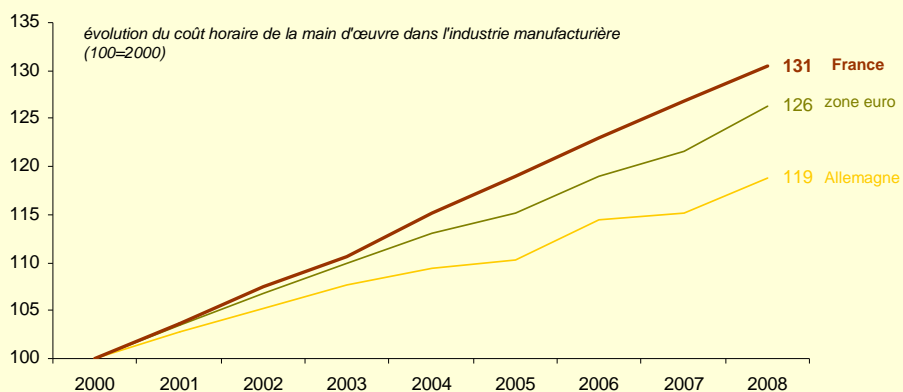


Les cotisations sociales représentaient 42,5% des rémunérations et traitements bruts versés en 2007, taux supérieur de 40% à la moyenne de la zone euro (et de 60% au taux en Allemagne). Autrement dit, pour 100 euros bruts versés aux salariés, l'industrie paie 142 euros en France, contre quelque 123 en Allemagne ou 118 au Royaume-Uni...

Mais ce « surcoût » du travail relativement aux industries comparables tient aussi au relèvement des salaires (SMIC en premier lieu) consécutif au passage aux 35 heures

* Ces ajustements ont de fait une grande responsabilité dans la dérive du coût du travail en France par rapport à l'évolution dans les autres pays européens depuis 2000, notamment en Allemagne (le coût horaire français a augmenté 1,6 fois plus vite que le coût allemand). Il est vrai également que, dans le même temps, l'Allemagne a choisi une stratégie de partage de la valeur ajoutée plus favorable aux marges et à la compétitivité des entreprises (baisse relative des rémunérations).

UNE HAUSSE DU COÛT DU TRAVAIL NETTEMENT PLUS FORTE QUE DANS LA ZONE EURO DEPUIS 2000

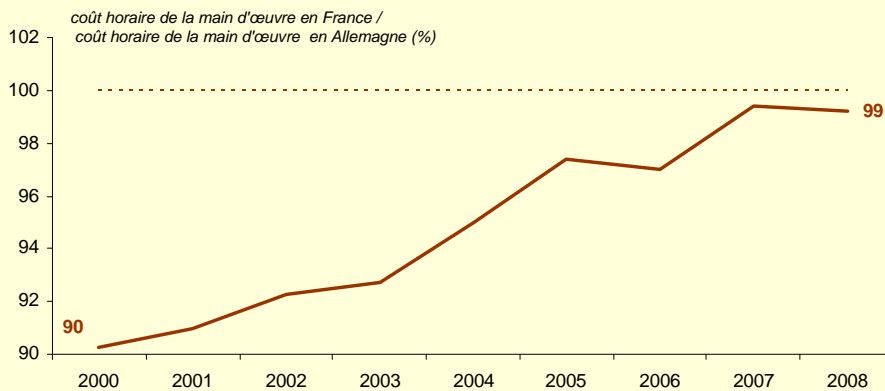


16 novembre 2009

Source : calcul à partir de l'enquête Eurostat sur le coût horaire de la main d'oeuvre

* Au total, la France a perdu son avantage compétitif en termes de coût salarial par rapport à l'Allemagne : le coût horaire de la main d'œuvre représentait 90% du coût allemand en 2000. Il est quasiment analogue à ce dernier depuis 2007.

UNE PERTE DE 10 % DE COMPÉTITIVITÉ-COÛT PAR RAPPORT À L'ALLEMAGNE



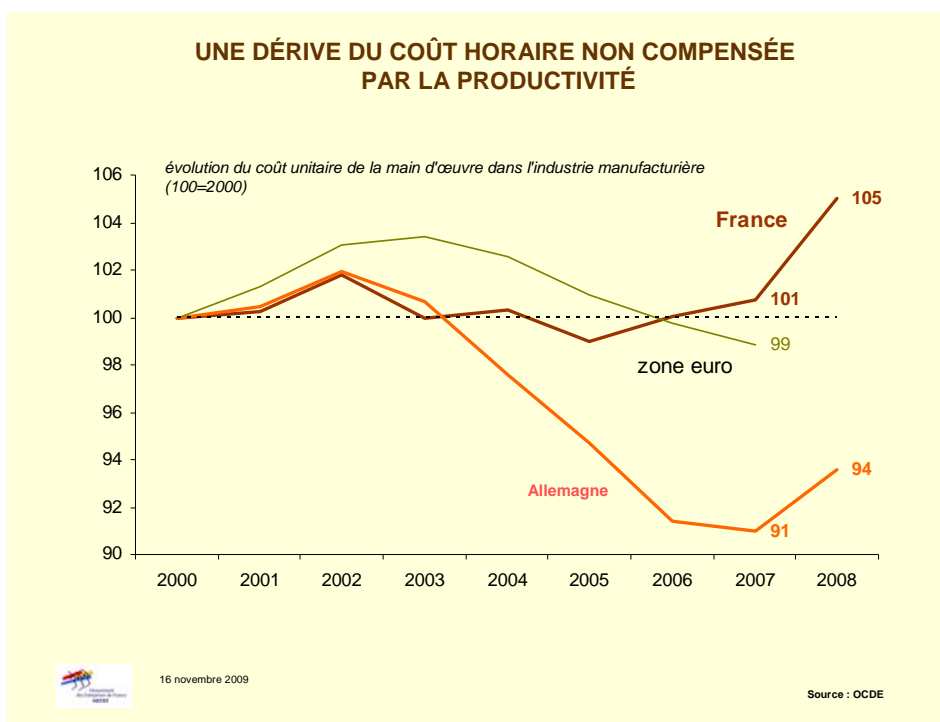
16 novembre 2009

Source : calcul à partir de l'enquête Eurostat sur le coût horaire de la main d'oeuvre

2-4 Une évolution également défavorable des coûts unitaires

Cet alourdissement du coût du travail n'a pas été compensé par des gains équivalents de productivité. Bien au contraire : selon les estimations de l'OCDE, le coût unitaire de la main d'œuvre dans l'industrie française est resté stable au début des années 2000, et a même commencé à remonter en 2006 et 2007 alors qu'il continuait de baisser en Allemagne. En 7 ans, le coût unitaire s'est maintenu en France, mais a baissé de 9% en Allemagne.

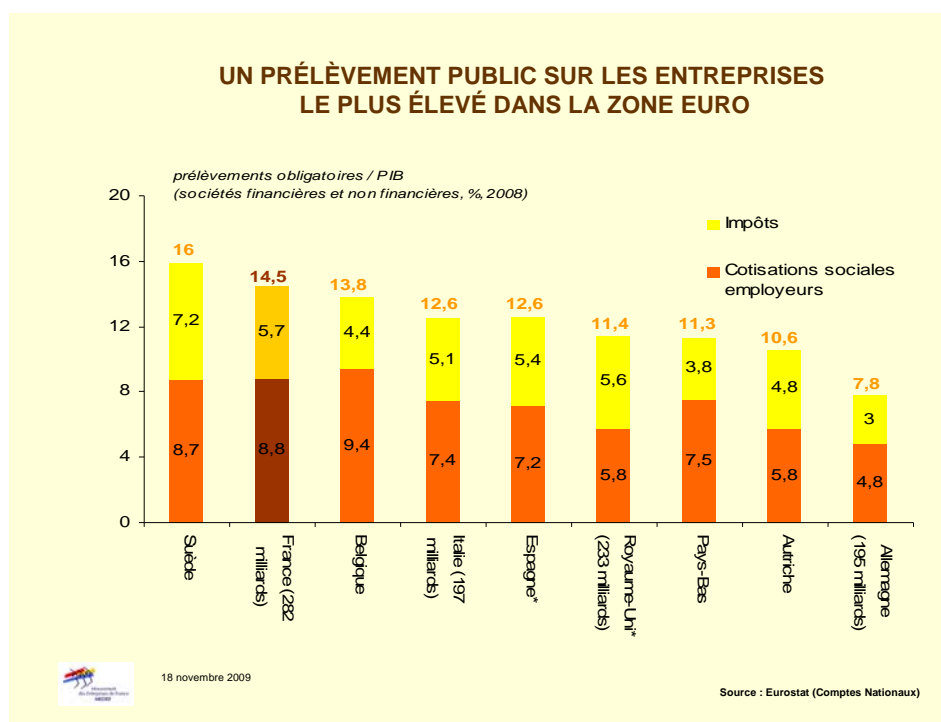
La remontée du coût unitaire dans les deux pays en 2008 tient au fait que les effectifs ont nettement moins baissé que la production, après l'entrée en récession.



2-5– Un prélèvement sur les entreprises dépassant 25% de la richesse qu’elles produisent chaque année

* Il n’existe pas de statistiques pour mesurer les prélèvements publics sur la seule industrie. A défaut, il est possible de se référer à ceux sur les sociétés, à partir des données d’Eurostat. Les autres sources (OCDE notamment) ne permettent pas de mesurer certains prélèvements sur les seules entreprises (cotisations sociales employeurs).

* La mesure habituelle est celle qui rapporte les prélèvements sur les entreprises au PIB.

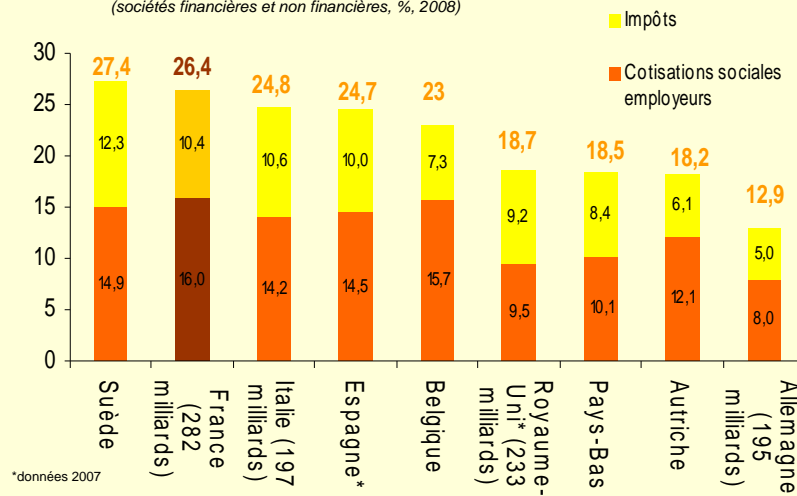


En 2008, ils représentaient (hors prélèvements conventionnels ou contractuels) 14,5% du PIB, taux le plus élevés de la zone euro. Le handicap de 6,7 points de PIB avec l’Allemagne équivaut à 130 milliards d’euros.

* Du fait d’un poids de la sphère publique (« PIB non marchand ») très différent selon les pays (il est parmi les plus élevés d’Europe en France), la comparaison des ratios prélèvements / PIB est évidemment biaisée. Le ratio le plus rigoureux statistiquement et pertinent économiquement est celui qui rapporte les prélèvements obligatoires sur les entreprises à la richesse créée par les entreprises, c’est-à-dire à leur valeur ajoutée: en 2008, ils en représentaient 26%. Autrement dit, l’industrie commence à travailler pour elle mi avril en France (mi-février en Allemagne, mi-mars au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas)

UN PRÉLÈVEMENT PUBLIC DÉPASSANT 25 % DE LA RICHESSE PRODUITE PAR LES ENTREPRISES

prélèvements obligatoires / valeur ajoutée
(sociétés financières et non financières, %, 2008)



*données 2007



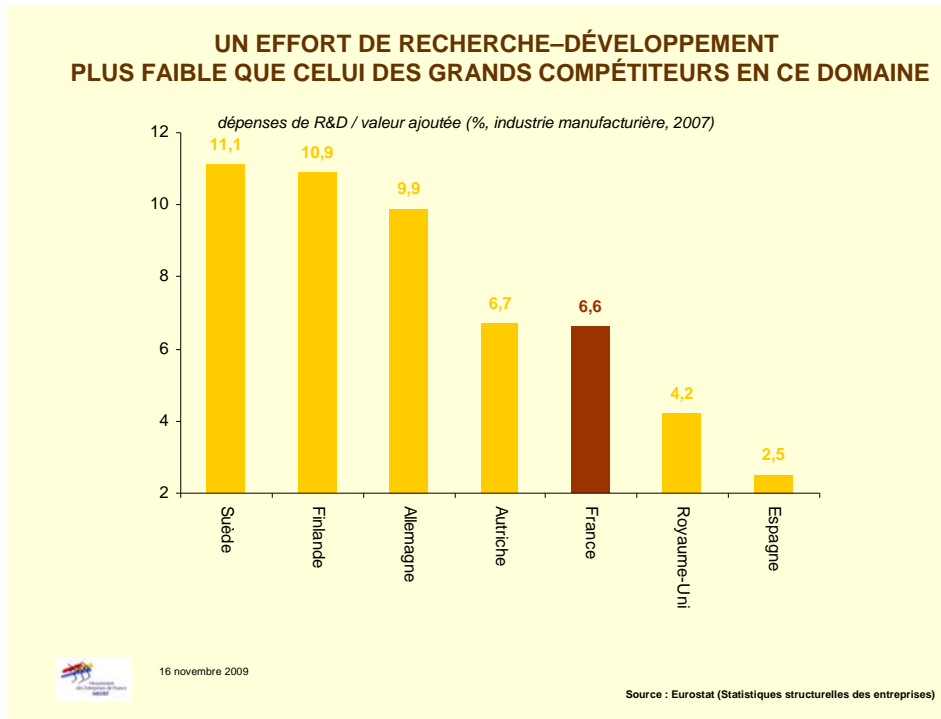
18 novembre 2009

Source : Eurostat (Comptes Nationaux)

Les charges sur salaire n'expliquent pas tout de cet écart de prélèvements avec les autres pays européens. La pression fiscale est également plus élevée, en raison principalement de la fiscalité sur l'outil de production (taxe professionnelle, impôts et taxes sur les salaires et la main d'œuvre : logement, apprentissage, formation, versement transport...).

3- Effort comparé de Recherche et développement

3-1 Un effort de R&D plus faible que celui des grands compétiteurs en ce domaine



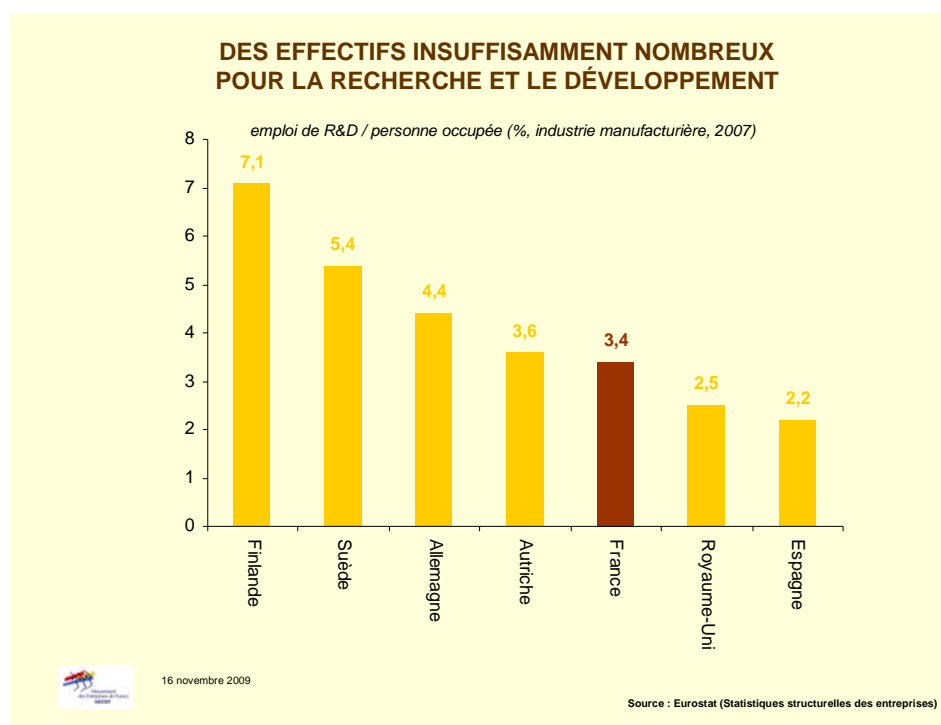
L'effort de R&D, mesuré par le poids des dépenses dans la valeur ajoutée des entreprises, est largement inférieur en France à celui de nos principaux compétiteurs européens en ce domaine. Comment expliquer ce retard ?

Certains évoquent le poids plus grand en France de secteurs à moindre intensité de RD et de technologie. Toutefois, à structure sectorielle identique, c'est-à-dire après correction des différences de composition sectorielle entre pays, les écarts se réduiraient certes, mais demeureraient conséquents.

Ce qui montre que notre retard de RD reposerait sur trois éléments :

- . une insuffisance de spécialisation dans des secteurs à forte intensité de R&D ;
- . un taux de recherche dans les différents secteurs plus bas que dans les autres pays. Ceci s'expliquerait pour une part par un nombre insuffisant d'entreprises, notamment moyennes, qui sont engagées dans le processus de la recherche ;
- . un nombre insuffisant d'entreprises créées dans les secteurs technologiques

3-2 Des effectifs insuffisamment nombreux pour la recherche et le développement

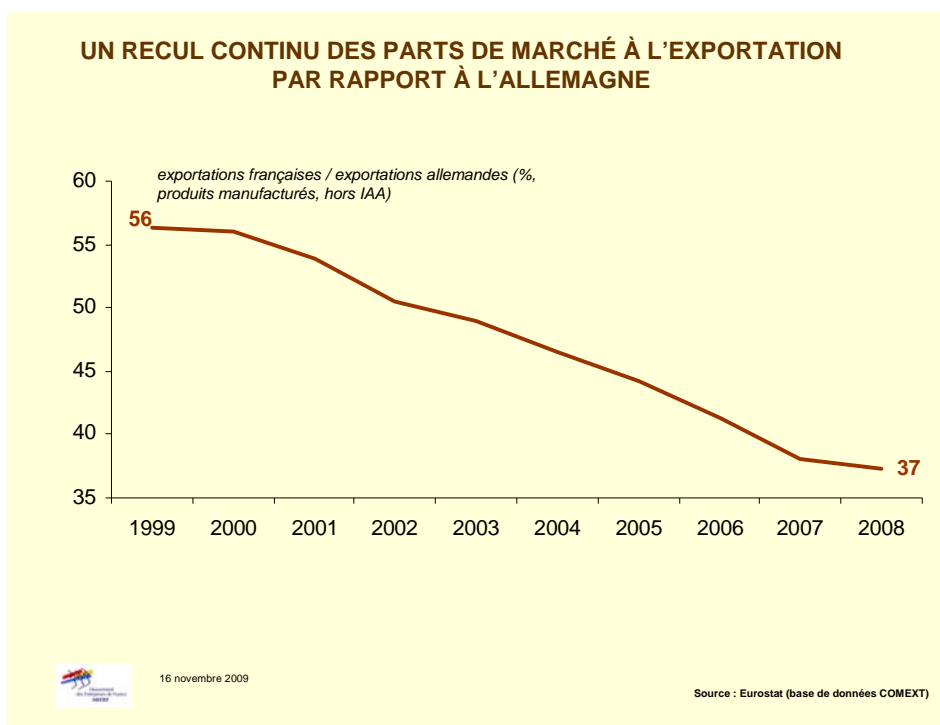


L'insuffisance effective du nombre de chercheurs dans l'industrie, relativement à l'Allemagne ou aux pays scandinaves notamment, tient pour une part à l'insuffisance d'entreprises engagées effectivement dans la recherche. Elle tient aussi à une relative désaffection des étudiants des filières scientifiques pour l'industrie, notamment ceux issus des grandes écoles, scientifiques et non scientifiques.

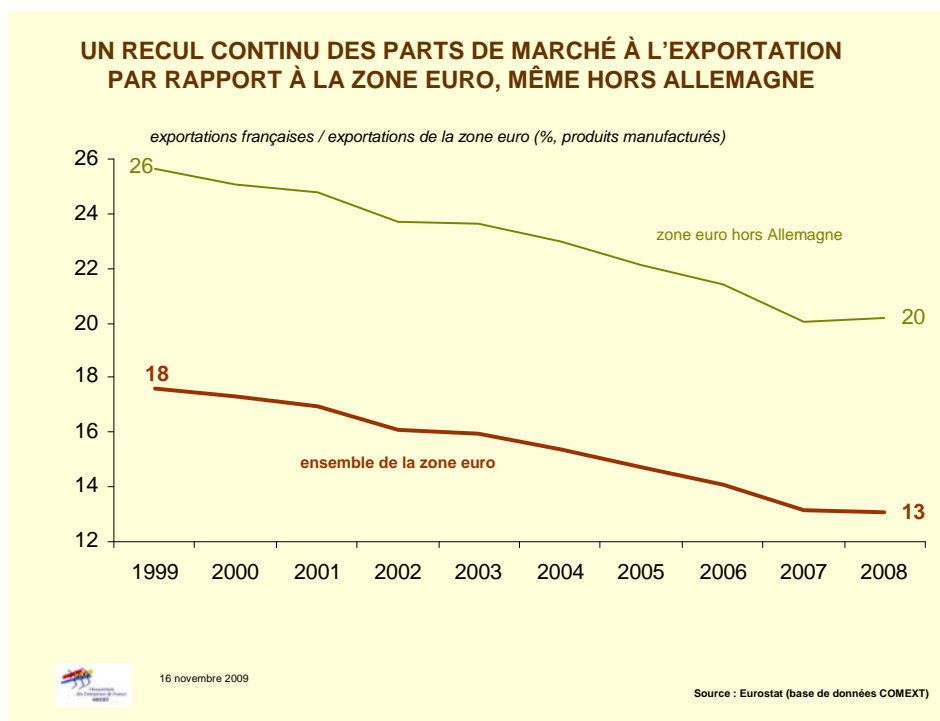
En ce domaine, la situation est entrain de se redresser. Au cours de cette décennie, le recrutement des chercheurs en entreprise a augmenté au rythme moyen de 5 % l'an, quatre fois plus vite que les effectifs salariés du secteur marchand, et plus vite également que dans les grands pays. Et le contexte institutionnel devrait soutenir le mouvement (réforme de l'Université avec prise en compte de l'insertion professionnelle dans ses missions ; puissant encouragement par le CIR à l'embauche de chercheurs, et plus particulièrement de docteurs, par nature plus ouverts que d'autres à l'innovation).

3- Compétitivité comparée à l'exportation

4-1 Un recul continu des parts de marché depuis 1999 par rapport à l'Allemagne...



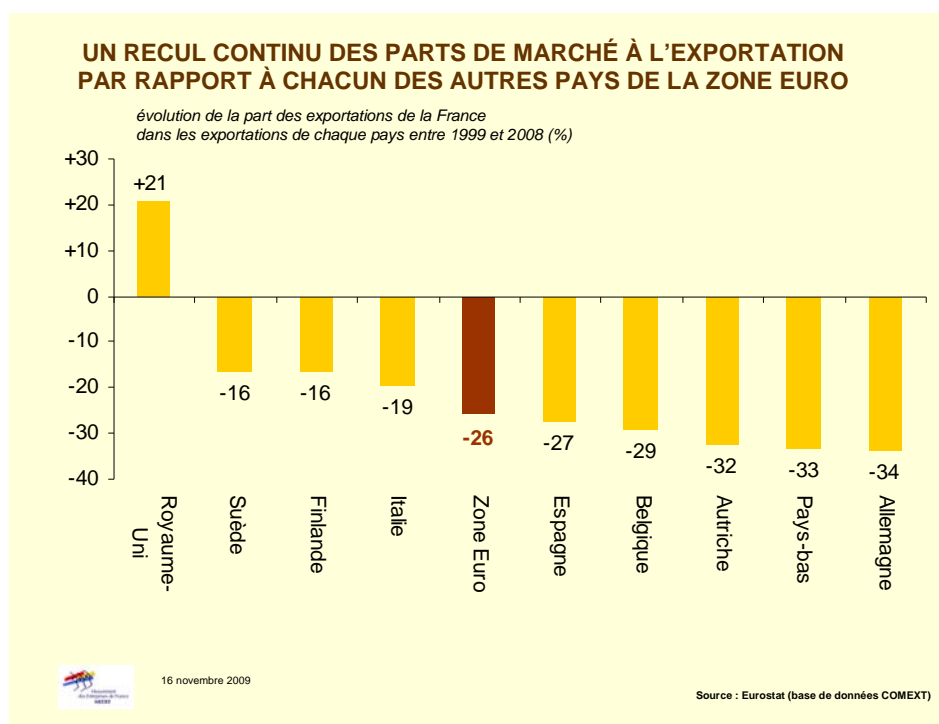
... comme de la zone euro, y compris hors Allemagne, ...



Faute de compétitivité suffisante (prix, capacité d'offre compétitive), l'industrie française a moins tiré parti que ses concurrentes européennes de la croissance exceptionnelle du commerce international : sa part dans les exportations de la zone euro est tombée de 18 à 13% en 8 ans. Le manque à gagner pour l'industrie française représentait 5 mois d'exportation en 2008.

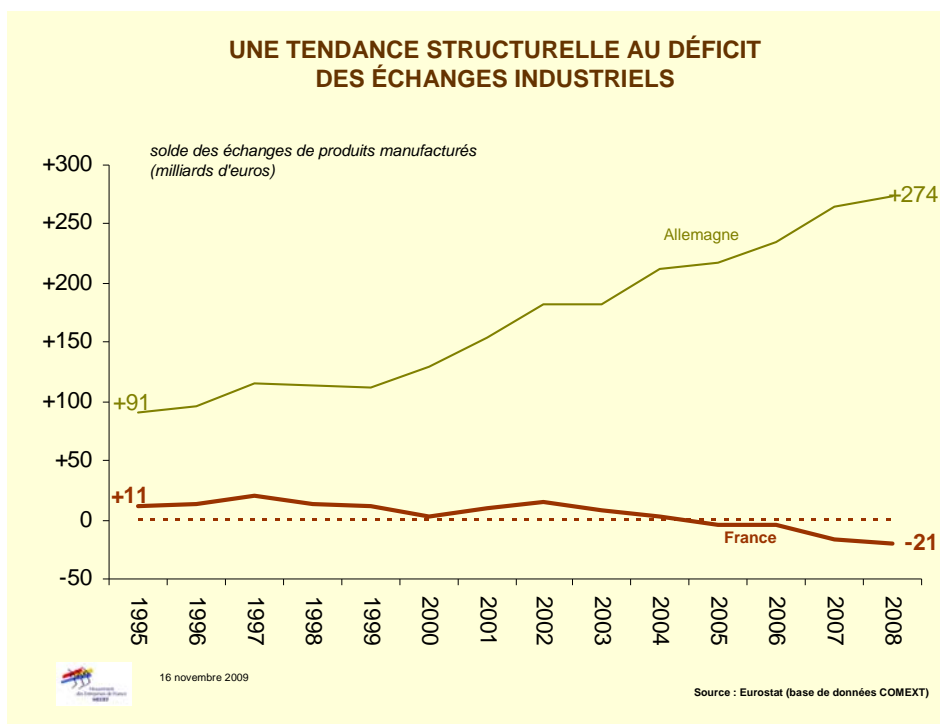
L'Allemagne explique une part de ce recul (spécialisation dans les biens d'équipement où la demande a été particulièrement forte, possibilité de vendre plus cher ses produits, stratégie de localisation de la production des grandes entreprises plus favorable aux exportations). Mais les performances allemandes n'expliquent pas tout.

le recul étant marqué par rapport à tous les autres pays de la zone



Le recul est aussi notable par rapport à la zone euro hors Allemagne. Il est général par rapport à l'ensemble des pays membres : entre 1999 et 2008, le poids relatif des exportations françaises dans celles de chacun de ces pays a baissé relativement de 1/3 avec l'Allemagne, les Pays-Bas ou l'Autriche, de 25 à 30% avec la Belgique et l'Italie, de 15 à 20% avec la Finlande et l'Italie.

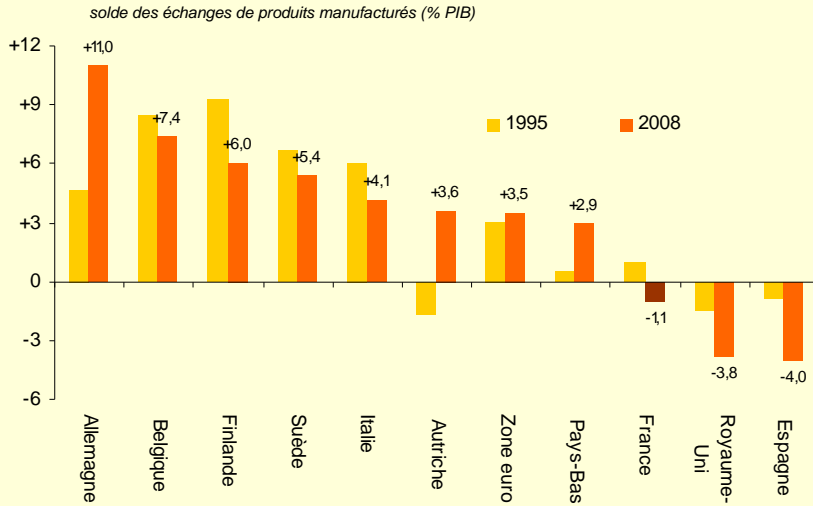
4-2 Le déficit de la balance industrielle se creuse après des années d'excédent...



Longtemps excédentaire, la balance de nos échanges industriels est dans le rouge depuis 2004. Le contraste s'accroît au fil des ans entre le creusement du déficit français (-21 milliards d'euros en 2008), et le renforcement de l'excédent allemand (+274 milliards). Entre 1999 et 2008, l'écart a été multiplié par 3... C'est le résultat d'une production qui ne suit pas la demande. C'est vrai à l'exportation et tout autant sur le marché intérieur.

* A l'exception de l'Espagne, tous les autres pays de la zone euro enregistrent des excédents industriels pouvant représenter plusieurs points de PIB (le déficit français représente désormais plus de 1 point de PIB).

UN DÉFICIT DES ÉCHANGES INDUSTRIELS DÉSORMAIS SUPÉRIEUR À 1 POINT DE PIB

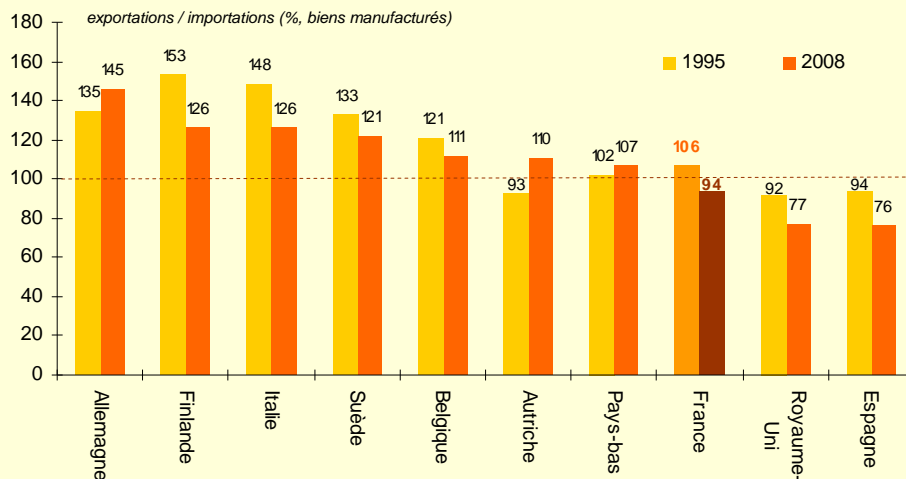


16 novembre 2009

Source : Eurostat (base de données COMEXT)

* Autre façon de l'exprimer, les exportations de produits manufacturés couvrent 94% des importations. Ce taux de couverture dépasse largement 100% dans la plupart des autres pays (145% en Allemagne)...

UN TAUX DE COUVERTURE DES ÉCHANGES INDUSTRIELS TOMBÉ À 94 %



16 novembre 2009

Source : Eurostat (base de données COMEXT)

*
* *